



REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU LOT-ET-GARONNE
Commune de MIRAMONT-de-GUYENNE
EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance Ordinaire du 05 février 2024

Nombre de membres composant le Conseil : 23
Nombre de membres en exercice : 23
Nombre de membres présents : 16
Nombre de membres représentés : 3

L'an deux mil vingt-quatre, le cinq février, à dix-neuf heures, le Conseil Municipal s'est réuni en l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Noël VACQUÉ, Maire, en séance ordinaire, sur convocation régulièrement faite le premier février.

PRESENTS :

Jacques BOREL – Jean-François BOULAY – Jérôme COTTIER – Isabel ENRIQUEZ – Claude ETIENNE – Nora GALLO – Fabien GAVA – Patrick ISSARTEL – Jean-Pierre PERSONNE – Cécile RICHARD – Joseph SALVI – Hélène SAUVE -Luc SAUVE – Ginette SOULIER – Christophe TRIQUET-SABATÉ – Jean-Noël VACQUÉ

REPRESENTÉS :

Myriam GROSSIAS avait donné procuration à Hélène SAUVE
Gianni MENEGHELLO avait donné procuration à Jérôme COTTIER
Christelle SAINT-BAUZEL avait donné procuration à Jean-Noël VACQUÉ

ABSENTS :

Guyline BISSON - Chloé CHALAN – Jacques PAGES (excusé) - Samira TAFTI

Secrétaire de séance : Cécile RICHARD

Assistait à la réunion, nommée Auxiliaire du Secrétaire de séance : Pauline DELAMARE

Délibération n°DL.2024-010-413 : CREATIONS D'EMPLOIS ET MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS DU PERSONNEL – MODIFICATION 2024-2

Jean-Pierre PERSONNE, rapporteur, expose :

Conformément à l'article L.313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services et de modifier le tableau des emplois en conséquence.

Au vu des mouvements de personnels, il convient de créer un emploi d'Agent de Surveillance de la Voie Publique et un emploi d'agent de police municipale.

L'Agent de Surveillance de la Voie Publique est dans la filière administrative à temps complet (35 heures par semaine), en charge des missions de police sur la voie publique.

Cet emploi pourra être pourvu par un fonctionnaire de catégorie C de la filière administrative, aux grades d'Adjoint Administratif, Adjoint Administratif Principal de 2^{ème} Classe et Adjoint Administratif Principal de 1^{ère} classe.

Un emploi en charge des missions de police sur la voie publique est également créé dans la filière police municipale à temps complet (35 heures par semaine), aux grades de garde champêtre chef, de garde champêtre chef principal, de gardien-brigadier de police municipale et de brigadier-chef principal de police municipale.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de procéder, à compter du 5 février 2024, à la modification du tableau des effectifs du personnel telle qu'elle apparaît dans le tableau ci-après :

AR Prefecture

047-214701682-20240205-DL2024_010-DE
 Reçu le 06/02/2024
 Publié le 06/02/2024

Commune de MIRAMONT-de-GUYENNE

Filière	Grade	Cat.	Type	(h)	Quotité	Modifications du nombre de grades au Tableau des Effectif du Personnel
Administrative	Adjoint Administratif	C	TC		35	1
	Adjoint Administratif Principal de 2 ^{ème} Classe	C	TC		35	1
	Adjoint Administratif Principal de 1 ^{ère} classe	C	TC		35	1
Police Municipale	Garde champêtre chef	C	TC		35	1
	Garde champêtre principal	C	TC		35	1
	Gardien-brigadier de police municipale	C	TC		35	1
	Brigadier-chef principal de police municipale	C	TC		35	1
Total						7

En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions peuvent être exercées par un contractuel relevant de la catégorie B ou C dans les conditions fixées à l'article L.332-14 ou L.332-8 et complété par l'article L.332-9 du Code Général de la fonction publique. Il devra, dans ce cas, justifier d'un diplôme de ce secteur ou d'expérience professionnelle.

Le contrat sur la base de L.332-14 est conclu pour une durée déterminée qui ne peut excéder un an. Sa durée peut être prolongée, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque la procédure de recrutement d'un fonctionnaire n'aura pu aboutir au terme de la première année. Les contrats relevant des articles L.332-8, sont d'une durée maximale de 3 ans, renouvelable dans la limite totale de 6 ans, conformément à l'article L332-9. Au-delà, si ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Le traitement sera calculé au niveau de l'indice majoré correspondant au 1^{er} échelon du grade considéré.

Le Conseil Municipal ;

Ayant entendu l'exposé de son rapporteur ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1, L.1111-2, L. 2121-29, L. 2313-1 et R.2313-3 ;

Vu le code général de la fonction publique, notamment son article L.313-1 ;

Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant, pris en application des articles 4 et 6 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée ;

Vu la délibération du Conseil Municipal n°2024-006-413 en date du 8 janvier 2024 relative à la dernière modification du tableau des effectifs du personnel de la Commune ;

Considérant la nécessité de modifier le tableau des effectifs du personnel ;

Après en avoir délibéré ;

DÉCIDE

Article Premier : à compter du 5 février 2024, la création de deux emplois, à savoir un emploi d'Agent de Surveillance de la Voie Publique dans la filière administrative aux grades d'Adjoint Administratif, Adjoint Administratif Principal de 2^{ème} Classe et Adjoint Administratif Principal de 1^{ère} classe ; et un emploi en charge des missions de police sur la voie publique aux grades de garde champêtre

AR Prefecture

047-214701682-20240205-DL2024_010-DE
 Reçu le 06/02/2024
 Publié le 06/02/2024

Commune de MIRAMONT-de-GUYENNE

chef, de garde champêtre chef principal, de gardien-brigadier de police municipale et de brigadier-chef principal de police municipale, comme suit :

Filière	Grade	Cat.	Type	(h)	Quotité	Modifications du nombre de grades au Tableau des Effectif du Personnel
Administrative	Adjoint Administratif	C	TC		35	1
	Adjoint Administratif Principal de 2 ^{ème} Classe	C	TC		35	1
	Adjoint Administratif Principal de 1 ^{ère} classe	C	TC		35	1
Police Municipale	Garde champêtre chef	C	TC		35	1
	Garde champêtre chef principal	C	TC		35	1
	Gardien-brigadier de police municipale	C	TC		35	1
	Brigadier-chef principal de police municipale	C	TC		35	1
Total						7

Article 2 : le tableau des effectifs sera harmonisé en conséquence, au 5 février 2024, il s'établira comme suit :

TABLEAU DES EFFECTIFS DU PERSONNEL

Emplois Permanents

Filière	Grade	Cat.	Type	(h)	Quotité	Nombre de grades ouverts
Administrative	Attaché principal	A	TC		35	1
	Attaché	A	TC		35	1
	Rédacteur principal de 1 ^{ère} classe	B	TC		35	2
	Rédacteur	B	TC		35	2
	Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe	C	TC		35	6
	Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe	C	TC		35	3

AR Prefecture

047-214701682-20240205-DL2024_010-DE
 Reçu le 06/02/2024
 Publié le 06/02/2024

Commune de MIRAMONT-de-GUYENNE

	Adjoint administratif	C	TC	35	7
	Adjoint administratif	C	TNC	28	1
	Adjoint administratif	C	TNC	17,5	1
Technique	Technicien principal de 1ère classe	B	TC	35	1
	Technicien	B	TC	35	1
	Agent de maîtrise principal	C	TC	35	4
	Agent de maîtrise	C	TC	35	2
	Adjoint technique principal de 1ère classe	C	TC	35	7
	Adjoint technique principal de 2ème classe	C	TC	35	2
	Adjoint technique	C	TC	35	10
Animation	Adjoint d'animation	C	TNC	32	1
Sociale	Educateur de jeunes enfants de classe exceptionnelle	A	TC	35	1
	Educateur principal de jeunes enfants	A	TC	35	1
	Auxiliaire de puériculture principal de classe supérieure	C	TC	35	2
	Auxiliaire de puériculture principal de classe normale	C	TC	35	1
	Agent social principal de 2ème classe	C	TC	35	1

AR Prefecture

047-214701682-20240205-DL2024_010-DE
 Reçu le 06/02/2024
 Publié le 06/02/2024

Commune de MIRAMONT-de-GUYENNE

	Agent social	C	TC	35	1
	Agent territorial spécialisé des écoles maternelles principal de 1ère classe	C	TC	35	2
Culturelle	Adjoint du patrimoine	C	TNC	17,5	1
Police	Garde champêtre chef	C	TC	35	1
	Garde champêtre chef principal	C	TC	35	1
	Gardien-brigadier de police municipale	C	TC	35	1
	Brigadier-chef principal de police municipale	C	TC	35	1
Total					67

L'effectif total au tableau des effectifs du personnel s'élève désormais à **67** grades ouverts, 46 emplois sont occupés, équivalent à 45,21 « temps pleins ».

Article 3 : la dépense correspondante est imputée au chapitre 012 du budget ;

Article 4 : En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions peuvent être exercées par un contractuel relevant de la catégorie B ou C dans les conditions fixées à l'article L.332-14 ou L.332-8 et complété par l'article L.332-9 du Code Général de la fonction publique. Il devra, dans ce cas, justifier d'un diplôme de ce secteur ou d'expérience professionnelle.

Le contrat sur la base de L.332-14 est conclu pour une durée déterminée qui ne peut excéder un an. Sa durée peut être prolongée, dans la limite d'une durée totale de deux ans, lorsque la procédure de recrutement d'un fonctionnaire n'aura pu aboutir au terme de la première année. Les contrats relevant des articles L.332-8, sont d'une durée maximale de 3 ans, renouvelable dans la limite totale de 6 ans, conformément à l'article L.332-9. Au-delà, si ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Le traitement sera calculé au niveau de l'indice majoré correspondant au 1^{er} échelon du grade considéré.

Article 5 : Monsieur le Maire est autorisé à signer tous les documents administratifs nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération, et notamment les contrats de travail avec les agents non-titulaires ;

Article 6 : le Maire et le Comptable Public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Conformément aux dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours, formé auprès du Tribunal Administratif de Bordeaux, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification ; en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, le tribunal susmentionné peut être saisi via le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr.

Nombre de suffrages exprimés : **19**

Délibération adoptée à l'**UNANIMITÉ**.

Le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de la présente délibération, compte tenu de sa transmission au contrôle de légalité et de sa publication, conformément à l'article L.2131-1 du code général des collectivités territoriales.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du Conseil Municipal.

Fait à Miramont-de-Guyenne, le 06 février 2024

Le Maire,

Jean-Noël VACQUÉ

